

HISTOIRE DE LA DIPLOMATIE

TOME II

ÉDITIONS DE LA BIBLIOTHÈQUE
NATIONALE

HISTOIRE DE LA DIPLOMATIE

Tome II

LA DIPLOMATIE
DES TEMPS MODERNES
(1872—1919)

Par *V. Khvostov*, prof. et *I. Mintz*, prof.

SOUS LA DIRECTION

de *V. POTECHKINE*

de l'Académie des Sciences



ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES
M O S C O U 1948

LA DIPLOMATIE DES TEMPS MODERNES

(1872-1919)

INTRODUCTION

Pendant la période allant de la fin de la guerre franco-prussienne à la fin de la première guerre mondiale, l'action diplomatique a été marquée par des traits nouveaux dus au développement de l'impérialisme. C'est durant cette période que « commença le déclin du capitalisme auquel la Commune de Paris porta le premier coup ; la période où l'ancien capitalisme « libre » se transforma en impérialisme et au cours duquel le capitalisme fut renversé en U.R.S.S. par les forces de la Révolution d'Octobre ¹ ».

L'ancien capitalisme, fondé sur la concurrence libre, est remplacé par le capitalisme de monopole ou l'impérialisme. Ce stade de développement du capitalisme est caractérisé par la fusion du capital industriel avec le capital bancaire. Les monopoles et le capital financier établissent leur domination. L'exportation des capitaux acquiert de plus en plus d'importance. Le partage du monde entre les Etats capitalistes prend fin. Tous ces processus se dessinent dans les années 70 du XIX^e siècle. A la limite des XIX^e et XX^e siècles l'impérialisme, phase nouvelle du capitalisme, se trouve entièrement formé.

Les dernières dizaines d'années du XIX^e siècle sont marquées par la lutte de conquête des territoires coloniaux encore libres. On assiste à un partage fébrile du monde. A la fin du XIX^e siècle il ne reste en Afrique, en Polynésie, en Asie et en Amérique, presque plus de terres inoccupées présentant quelque intérêt pour les impérialistes. Le problème se pose d'un nouveau partage du monde entre les plus fortes puissances, problème à la solution duquel sont do-

¹ J. Staline, S. Kirov, A. Jdanov, *Remarques sur un plan de manuel d'histoire contemporaine*. Recueil « Contribution à l'étude de l'histoire ». Editions d'Etat, 1938, p. 26.

rénavant asservies la politique extérieure et la diplomatie des Etats impérialistes dirigeants.

Depuis leur évolution vers l'impérialisme, le développement historique des pays capitalistes devient de plus en plus inégal. Des Etats comme l'Angleterre et la France, autrefois avancés au point de vue économique, sont éclipsés, dès la fin du XIX^e siècle, par des pays capitalistes plus jeunes — l'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon. Ces pays devancent les vieilles puissances capitalistes grâce au développement impétueux de leur industrie.

L'impérialisme de chaque pays eut ses particularités. C'est en Angleterre qu'il commença à se former en premier lieu en y prenant surtout un caractère colonial. L'exportation gigantesque de capitaux fut dirigée d'Angleterre principalement vers ses immenses colonies — fournisseurs des matières premières et qui jouaient de même un rôle important en tant que marchés absorbant la production britannique industrielle.

L'impérialisme français se distinguait par son caractère usurier. Les capitaux français étaient placés surtout dans des emprunts d'Etat, en partie dans les colonies et beaucoup moins dans les entreprises industrielles. « La France est une oligarchie financière, la France est l'usurier de l'univers ¹ » — remarquait Lénine en citant les paroles de Lysis, écrivain français spécialisé dans les questions financières.

L'Allemagne offrait une troisième variété de l'impérialisme. La guerre franco-prussienne eut pour résultat l'unification de l'Allemagne et la formation de l'Empire allemand. « Un nouveau rapace fit son apparition ; en 1871 se constituait une nouvelle puissance capitaliste... ² ». Dès 1870 le capitalisme allemand commença à se transformer en impérialisme.

Une des particularités de l'impérialisme en Allemagne c'est qu'il disposait d'un puissant appareil de guerre de l'ancienne monarchie prussienne militariste, ossature du nouvel Empire allemand. Un contact étroit s'établit entre les hobereaux prussiens et le capital monopoliste. Voici par quels termes Lénine définit la nature de l'impérialisme allemand : « Nous avons là le « dernier mot » de la technique moderne du gros capital et de l'organisation planifiée, *subordonnée à l'impérialisme des hobereaux et de la bourgeoisie associés* ³ ». Lié aux hobereaux et au militarisme prussien, l'impérialisme allemand acquérait un caractère particulièrement réactionnaire.

¹ Lénine, *La guerre et la révolution*, éd. fr., Moscou, 1940, p. 9.

² *Ibid.*

³ Lénine, *Œuvres*, t. XXII, p. 516.

En Allemagne, le capitalisme commença à se développer bien plus tard qu'en Angleterre et même qu'en France. Ce pays vint « prendre part au banquet du capitalisme alors que toutes les places étaient déjà prises ¹ ». Ce n'est que dans les années 80 du siècle dernier que commencent ses *mainmises* coloniales. Aussi, une dizaine d'années plus tard, ce fut précisément l'impérialisme allemand qui posa brutalement la question d'un nouveau partage radical du monde, révélant ainsi une autre particularité de l'impérialisme allemand — son caractère foncièrement agressif.

La jeunesse relative de l'industrie allemande lui assurait divers avantages. Le capitalisme allemand, comparé à celui d'Angleterre et de France, créa « une technique supérieure, une organisation incomparable ² ». La supériorité technique et d'organisation, ajoutée à la machine de guerre prussienne hautement perfectionnée et qui venait de révéler sa puissance dans les guerres contre l'Autriche (1866) et la France (1870-1871), a fait de l'impérialisme allemand une force colossale et dangereuse.

Après les pays d'Europe occidentale la Russie s'engagea à son tour dans la voie de l'impérialisme. Mais à la fin du XIX^e siècle c'était toujours un pays capitaliste arriéré, placé sous la dépendance financière de la France. De ce fait, la Russie était réduite au rôle subalterne de « témoin » auprès des puissances de l'Occident aux prises. L'impérialisme russe conservait en outre son caractère militaire et féodal. « En Russie, la toute-puissance du Capital s'alliait au despotisme tsariste ³. » Ce régime arriéré était incapable de mettre en valeur les innombrables ressources naturelles du pays, de soutenir et d'augmenter les puissantes forces matérielles et spirituelles du peuple russe. Avec le temps le tsarisme freinait de plus en plus le développement de la Russie.

L'impérialisme japonais était un mélange d'impérialisme basé sur le féodalisme militaire et d'impérialisme du type allemand.

La formation de l'Empire allemand apporta des changements fondamentaux dans la situation internationale en Europe. La Russie et la France virent apparaître un voisin dangereux convoitant les terres d'autrui et disposant d'une force militaire considérable. La présence d'un tel voisin inspirait l'inquiétude et poussait à la course aux armements. Après 1871 une « paix armée » fut instaurée en Europe. Sous son couvert on se prépara sans répit à une nouvelle guerre inévitable. Dans la préparation de la guerre future les

¹ Lénine, *La guerre et la révolution*, éd. fr., Moscou, 1940, p. 9.

² *Ibid.*

³ Staline, *Les Questions du léninisme*, éd. fr., p. 13.

diplomates ne le cédaient en rien aux militaires. L'initiative en revint encore à l'Allemagne. Elle fut la première à entreprendre la création d'une coalition militaire, dont Berlin devint le centre. Ainsi fut fondée en 1882 la Triple Alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

C'est tout naturellement que la Russie et la France cherchèrent à se soutenir mutuellement contre l'Allemagne militariste et ses alliés. Les relations franco-allemandes devinrent particulièrement tendues : l'annexion par l'Allemagne de l'Alsace-Lorraine créait pour la France une situation pleine de menaces ; de son côté, l'Allemagne elle aussi redoutait le désir de revanche des Français. Tant qu'il fut au pouvoir, le chancelier allemand Bismarck, redoutant la guerre contre la Russie qu'il haïssait, s'efforça par tous les moyens d'empêcher son rapprochement avec la France. Bismarck s'attachait à isoler la France, afin d'imprimer à la future guerre franco-allemande le caractère d'un conflit local. Pendant un certain temps le chancelier réussit à freiner le rapprochement franco-russe. Les efforts diplomatiques de Bismarck étaient servis par les contradictions anglo-russes : la rivalité de la Russie et de l'Angleterre dans la lutte pour le Proche et le Moyen-Orient contraignait les deux pays à compter avec l'Allemagne. Cet antagonisme s'exacerba particulièrement au cours de la guerre russo-turque et devait reprendre à maintes reprises dans les années qui suivirent.

Néanmoins, en 1891-1893, l'alliance franco-russe devint une réalité. Elle fut scellée par des emprunts que le capital français accorda au tsarisme. Ainsi furent formés deux groupes militaires et politiques importants : d'une part, la Triple Alliance formée par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie et, d'autre part, l'alliance franco-russe.

L'antagonisme de ces deux groupes faisait le jeu de l'Angleterre qui, jusqu'au début du XX^e siècle, n'adhéra ni à l'un ni à l'autre et pratiqua la politique dite de « splendide isolement ». L'Angleterre s'efforçait de conserver sa liberté d'action devant les conflits internationaux qui mûrissaient en Europe. Elle considérait qu'elle pouvait se passer d'alliés étant, à son avis, suffisamment protégée par la mer. Vu la technique militaire de l'époque, cette considération n'était pas dénuée de fondement. De plus, les diplomates anglais comptaient que la lutte, qui opposerait les unes aux autres les puissances continentales, permettrait à la Grande-Bretagne de défendre ses intérêts coloniaux avec un minimum d'efforts. Après 1871 l'Angleterre voyait bien le danger que présentaient les ambitions de l'Allemagne qui cherchait à acquérir l'hégémonie sur le continent. Mais dans l'arène coloniale, en 1870-1880, les véritables rivaux de l'Angleterre furent la Russie et la France.

Dès la fin des années 70 la lutte pour les colonies commence à prendre de l'importance dans l'action diplomatique. La mainmise de l'Angleterre sur l'Egypte, les guerres russo-turque et anglo-afghane et la conquête de la Turkménie par la Russie à la fin des années 70 et dans les années 80 créèrent une tension dans les relations anglo-françaises et anglo-russes. La rivalité franco-italienne s'exagéra également après l'annexion de la Tunisie à la France. C'est ce qui poussa l'Italie à une collaboration avec l'Allemagne et l'Autriche. A la même époque l'Allemagne se révèle comme un nouveau prétendant aux territoires coloniaux.

A la fin du XIX^e siècle les événements en Europe portent un caractère relativement pacifique. Il est vrai que la course aux armements continue en s'accélégrant, mais à partir de 1878 il n'y eut plus de guerres. Par contre, en dehors de l'Europe, les expéditions et guerres coloniales se poursuivirent sans arrêt et finirent par engendrer plusieurs crises internationales graves. Dans son désir de s'emparer du Soudan, la France se trouva en 1898 à un pas de la guerre avec l'Angleterre. Le Japon, qui entreprit en 1894 une guerre de conquête contre la Chine, aggrava considérablement tout le problème de l'Extrême-Orient. En réponse à l'agression japonaise, la Russie commença à son tour son expansion en Chine, ce qui amena une tension dans ses relations avec l'Angleterre et le Japon. Cherchant à utiliser ses capitaux dans un « Drang nach Osten » l'Allemagne se heurta à l'Angleterre et à la Russie dans ses tentatives pour asservir la Turquie. L'Angleterre défendait jalousement ses positions en Egypte, dans le Proche-Orient, sur les routes des Indes. La Russie ne pouvait pas admettre que le contrôle des Détroits passât de la Turquie aux mains de l'une des grandes puissances rivales.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux de l'Orient, qui entraient à cette époque dans la période des révolutions nationales bourgeoises, furent entraînés dans la tourmente. Nous en avons un exemple dans le soulèvement populaire des « boxers » en Chine, dirigé contre les féodaux chinois et les impérialistes étrangers, et réprimé par les forces conjuguées des puissances impérialistes. La révolution démocratique bourgeoise russe de 1905 exerça une notable influence sur le développement du mouvement révolutionnaire en Orient. Ce n'est pas par un effet du hasard qu'elle fut suivie par des révolutions bourgeoises en Perse, la révolution bourgeoise des Jeunes-Turcs, la révolution démocratique bourgeoise en Chine.

Dans les années 90 l'impérialisme allemand posa la question d'un nouveau partage radical du monde. Ce fait suscita des changements profonds dans la situation internationale. L'Angleterre demeurait à cette époque la plus grande puissance coloniale. Les visées de conquêtes des impérialistes allemands la menaçaient donc

plus que toute autre. A la fin du XIX^e siècle, ce fut l'antagonisme anglo-allemand qui passa au premier plan des relations internationales. Il eut pour conséquence le rapprochement de l'Angleterre avec la France, puis avec la Russie. L'Angleterre adhère au bloc franco-russe pour la lutte commune contre l'Allemagne. C'est ainsi que fut créée, en 1904-1907, la Triple Entente.

Dès la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles se déroulèrent les premières guerres pour un nouveau partage des colonies et pour les zones d'influences — guerre hispano-américaine, guerre des Boers, guerre russo-japonaise. Chacune de ces crises internationales était accompagnée de fébriles préparatifs militaires des grandes puissances. Ensuite s'engage la lutte de l'impérialisme allemand contre l'Entente. Plusieurs conflits éclatèrent entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre à propos du Maroc. L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche faillit amener cette dernière à une guerre contre la Russie. En 1911 éclata une guerre entre l'Italie et la Turquie au sujet de la Tripolitaine. En 1912-1913 eurent lieu deux guerres balkaniques qui furent le prologue de la première guerre mondiale.

La guerre de 1914-1918 fut provoquée avant tout par la lutte pour un nouveau partage des colonies et des zones d'influence. La rivalité entre l'Allemagne et l'Angleterre y joua le rôle principal. L'Angleterre défendait contre l'Allemagne sa suprématie maritime et coloniale. Elle ne pouvait pas non plus admettre l'hégémonie allemande en Europe. Pour la France, les prétentions de l'Allemagne à l'hégémonie représentaient une menace encore plus grande.

La politique du tsarisme russe avait, assurément, son importance. Mais son rôle était plutôt secondaire et il ne faut pas en exagérer la portée. L'oubli des facteurs essentiels de la guerre conduit aux erreurs les plus graves dans l'appréciation du conflit lui-même.

« Si l'on ignore que la lutte impérialiste pour les colonies et les zones d'influence est un facteur de la guerre mondiale qui approche ; si l'on ne tient pas compte de l'antagonisme impérialiste entre l'Angleterre et l'Allemagne ; si l'on relègue au second plan le facteur de guerre que fut l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne, pour faire ressortir les visées du tsarisme russe sur Constantinople, visées que l'on considère comme un facteur de guerre plus important et même décisif ; enfin, si l'on considère le tsarisme russe comme le dernier rempart de toute la réaction européenne, — la guerre de l'Allemagne bourgeoise, par exemple, contre la Russie tsariste, n'apparaît-elle pas alors non plus comme une guerre impérialiste, spoliatrice et antipopulaire, mais comme une guerre libératrice ou presque ?

Tout porte à croire que tel fut le raisonnement qui facilita la déchéance des social-démocrates allemands le 4 août 1914, lorsqu'ils décidèrent de voter pour les crédits de guerre et proclamèrent le mot d'ordre de la défense de la patrie bourgeoise contre la Russie tsariste, contre la « barbarie russe », etc.¹ »

Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918 les adversaires déployèrent une activité diplomatique fiévreuse. Chacun des deux groupes s'efforçait d'entraîner à sa suite les pays neutres et de s'assurer ainsi le plus d'alliés possible. Il fallut dépenser de grands efforts diplomatiques pour détacher l'Italie de la Triple Alliance. Séduite par des promesses de conquêtes territoriales, elle passa finalement dans le camp de l'Entente, à laquelle adhérèrent également le Japon, la Serbie, la Roumanie et la Grèce. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie réussirent à attirer de leur côté la Turquie et la Bulgarie. Les Etats-Unis, bien que liés à l'Entente par d'importants intérêts économiques et financiers, préférèrent rester neutres pendant les premières années des hostilités et s'enrichir sur les fournitures de guerre. Ce n'est qu'en 1917 que les Américains entrèrent en guerre aux côtés de l'Entente. Dès lors la défaite de l'Allemagne fut inévitable.

Etant donné le rôle dirigeant du capital financier dans les relations internationales du XX^e siècle, l'activité diplomatique de cette période est marquée par l'influence des trusts, des banques et de la Bourse. Bien souvent les diplomates de carrière sont relégués au second plan et remplacés par des hommes d'affaires internationaux, des agents financiers, de gros spéculateurs, des espions économiques et politiques.

Les nouvelles méthodes d'activité diplomatique sont appliquées, en premier lieu, dans les colonies ainsi que dans divers pays qui « nominalement jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique² ». Le contrôle financier, les concessions, les emprunts, l'espionnage économique, la nomination de conseillers deviennent les procédés courants de l'asservissement des pays coloniaux et semi-coloniaux. Parallèlement à cette pénétration « pacifique » on procède à un travail de sape, en fomentant des soulèvements, des révolutions de palais, et en créant des gouvernements fantoches. Tout mouvement de libération nationale, tout mouvement révolutionnaire est réprimé par la force armée et étouffé par les diplomates impérialistes.

¹ Staline, Sur l'article d'Engels « La politique extérieure du tsarisme russe ».

² Lénine, *Œuvres choisies*, éd. fr., v. I, p. 844.

Les gouvernements impérialistes menaient les préparatifs de la guerre mondiale dans le plus grand secret, en les cachant soigneusement aux masses populaires. Les institutions représentatives des démocraties bourgeoises ne possédaient pas de moyens de contrôle sur l'activité diplomatique. Les parlements devinrent des instruments entre les mains du pouvoir exécutif, subissant lui-même la volonté de l'oligarchie financière. Cependant les gouvernements impérialistes étaient obligés de compter avec l'opinion publique de leurs pays et particulièrement avec le mouvement ouvrier. C'est pourquoi la diplomatie porta tous ses efforts à tromper le peuple. La presse, appartenant aux grands monopoles, fut l'instrument principal utilisé dans ce but. Les organes de presse corrompus ou tout simplement achetés, donnent naissance à la presse reptile, dont se servent non seulement les diplomates dans leur propre pays, mais souvent aussi des gouvernements étrangers et leurs services d'espionnage.

Aussitôt après l'ouverture des hostilités, les diplomates des pays belligérants se mirent à répandre des versions destinées à laver leurs gouvernements de tout soupçon d'avoir voulu déclencher la guerre. Dans des collections de livres dits « de couleur », les diplomates de tous les pays s'efforçaient de convaincre les masses que leurs gouvernements ne menaient qu'une guerre défensive. Dans cette tâche la diplomatie impérialiste fut servilement secondée par la II^e Internationale.

L'impérialisme aggrave au plus haut point non seulement les antagonismes entre les puissances impérialistes, ainsi que les contradictions entre ces dernières et les pays qui leur sont subordonnés, mais encore les conflits entre le travail et le capital. Les plus âpres luttes entre la classe ouvrière et les capitalistes ont lieu pendant la période de l'impérialisme. « L'impérialisme amène la classe ouvrière à la révolution ¹. »

La Russie tsariste fut le chaînon le plus faible d'entre les puissances belligérantes. Un gouvernement défectueux, l'organisation désuète de l'armée, une industrie, une agriculture et des transports très arriérés, enfin plusieurs sérieuses défaites de l'armée du tsar, mirent la Russie dans l'impossibilité de supporter les épreuves de la guerre. La crise révolutionnaire, devenue mûre à cette époque, provoqua en février 1917 la chute du tsarisme, puis, en octobre de la même année, celle du Gouvernement provisoire. Ce furent les Soviets, dirigés par le Parti bolchévik, qui prirent le pouvoir. L'avènement des bolchéviks antiimpérialistes fait sortir la Russie de la guerre. Les conditions de paix, conclue avec l'Allemagne à Brest-Litovsk, furent des plus dures.

¹ Staline, *Les Questions du léninisme*, éd. fr., p. 11.

L'Autriche fut un autre chaînon faible. Complètement épuisée par quatre ans de guerre, incapable de poursuivre la lutte, elle demanda l'acquiescement de l'Allemagne à la paix avec l'Entente. L'Allemagne eut de plus en plus de peine, elle aussi, à supporter les épreuves de la guerre, surtout après l'entrée en guerre des États-Unis. Résultat : le bloc austro-allemand fut contraint de reconnaître sa défaite et de demander la paix. L'Entente consentit à cesser les hostilités. Elle dicta à ses adversaires des conditions d'armistice très dures, à Compiègne, en 1918, et des conditions de paix encore plus dures, à Versailles, en 1919.

Ainsi la paix de Francfort, conclue en 1871, qui consacra la défaite de la France et poussa l'Allemagne au premier plan des puissances européennes, conduisit à la première guerre mondiale de 1914-1918. Celle-ci eut pour résultat, en 1919, le traité de Versailles qui marqua la défaite de l'Allemagne et le début de la domination de l'Entente en Europe et hors d'Europe.

CHAPITRE PREMIER
APRÈS LA PAIX DE FRANCFORT
(1872-1875)

Les relations
franco-allemandes
de 1871 à 1873

Le traité de Francfort, loin de diminuer la vieille inimitié franco-allemande, ne fit que l'accentuer. La France ne pouvait pas se résigner à des conditions de paix de rapine imposées par un vainqueur qui la dépouillait de ses biens. En 1870 déjà l'invasion des troupes allemandes s'était révélée aisée. Désormais, avec la perte de la Lorraine, Paris se trouva encore plus menacé.

Telle l'épée de Damoclès, la menace d'une nouvelle invasion allemande restait suspendue sur la France et l'incitait à chercher une revanche.

Il est vrai qu'à l'époque de 1871 les hommes politiques sérieux, en France, se rendaient nettement compte que pour les prochaines années le pays avait besoin de paix, car il était trop affaibli pour recommencer la guerre. Non seulement Thiers, auquel on reprochait son obséquiosité devant Bismarck, mais ses adversaires de gauche, sans excepter Gambetta, et de droite, comme de Broglie et Decazes, considéraient que la France n'était pas en état de recommencer de sitôt une guerre contre l'Allemagne avec quelque chance de succès. Après l'expérience de 1870 il était devenu évident pour tout Français de bon sens qu'il valait mieux en général pour la France ne pas se mesurer avec l'Allemagne seul à seul, sans alliés. Enfin il était indubitable aussi que nul ne voudrait conclure une alliance avec la France tant qu'elle n'aurait pas reconstitué sa puissance militaire. Ainsi donc, les Français ne songeaient pas à déclencher une guerre, mais tous les hommes politiques français des années 70 étaient d'avis que la France devait, dans le plus bref délai, restaurer ses forces et s'assurer des alliés. Elle devait

être prête à parer, les armes à la main, une nouvelle agression toujours possible de son voisin de l'Est. Tel était aussi l'avis de Thiers, qui était alors responsable de la politique extérieure de la France et passait pour un partisan de relations pacifiques avec l'Allemagne. Voici en quels termes il exposa en 1872 son point de vue au sujet de cette question : « Si l'Europe venait à se brouiller... il serait bien naturel que nous voulussions profiter de l'occasion qui s'offrirait à nous¹ ». En attendant une telle occasion, la France, de l'avis de Thiers, devait rétablir son armée et préparer le terrain pour de futures alliances.

Thiers, aussi bien que ses principaux successeurs à la direction de la politique extérieure de la France — les ducs de Broglie et Decazes —, considéraient comme futurs alliés de leur pays l'Autriche et l'Angleterre, mais en premier lieu la Russie. « Nous savons, écrivait J. Favre, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Thiers, à quel point sont intimes les relations qui unissent les Cours de Saint-Petersbourg et de Berlin, et nous ne pourrions, sans nous exposer à des déceptions certaines, demander aujourd'hui à la Russie un service quelconque qui pourrait avoir pour effet d'amener entre les deux Gouvernements un refroidissement grave. Le germe de désaccords sérieux pour l'avenir existe certainement². »

Le chancelier allemand observait avec inquiétude que la France vaincue restaurait ses forces. Il lui semblait que la chose allait trop vite.

Fidèle aux procédés diplomatiques dont il était coutumier, Bismarck ne fit aucune tentative pour adoucir les contradictions franco-allemandes et entreprit aussitôt par des moyens de pression et des menaces à dicter sa loi à la France vaincue. En avril-mai 1872 eurent lieu des pourparlers entre la France et l'Allemagne pour fixer le mode du paiement avant terme des trois milliards de contributions qui restaient à verser. Thiers comptait obtenir en échange que le territoire français occupé fût évacué avant terme. Bismarck y consentait en principe : il craignait que la France ne se soustraie au paiement, aussi avait-il hâte d'encaisser l'argent. Pourtant le mode de paiement offert par Thiers ne satisfaisait pas le chancelier allemand. Pour contraindre Thiers à accepter les modalités de paiement établies par l'Allemagne, il alla jusqu'à la menace d'une nouvelle agression. Thiers, effrayé, dut céder.

¹ *Documents diplomatiques français* (1871-1914), 1^{re} série, v. I, n° 151, p. 177.

² *Ibid.*, 1^{re} série, v. I, n° 21, p. 42.

L'accord des trois empereurs Tout en cherchant à intimider la France, Bismarck veillait à ce qu'elle ne puisse pas trouver d'alliés. Il s'efforçait d'attirer du côté de l'Allemagne les Etats susceptibles de devenir les amis de la France. Il espérait maintenir ainsi cette dernière dans l'isolement politique. Suivant l'heureuse expression du comte Pierre Chouvalov, un diplomate russe, Bismarck était en proie au « cauchemar des coalitions ».

Ce n'est pas fortuitement que ce cauchemar troublait la quiétude du chancelier allemand. La situation internationale du début des années 70 donnait à Bismarck d'amples raisons de craindre un rapprochement de la France avec l'Autriche et la Russie.

Par le fait même de son existence, l'Empire allemand, doté de la machine de guerre du militarisme prussien qui avait déjà réussi à montrer sa force à l'Europe, représentait une menace pour tous ses voisins. Cela devait contribuer, tout naturellement, à l'union de ces derniers devant le danger commun.

Dans certaines conditions l'Autriche, battue par les Prussiens en 1866, pouvait elle aussi, à l'exemple de la France, s'engager dans la voie de la revanche. Or, justement, en février 1871 ce fut le cabinet du comte de Hohenwart, profondément hostile au nouvel Empire allemand, qui vint au pouvoir dans la partie autrichienne de l'Etat des Habsbourg.

Heureusement pour Bismarck, le ministère Hohenwart ne resta pas longtemps au gouvernement. Il tomba dès octobre 1871 et fut remplacé par un gouvernement de libéraux allemands, partisans d'une amitié étroite avec l'Allemagne. Cette circonstance aida sensiblement Bismarck à réaliser son plan de rapprochement avec l'Autriche-Hongrie.

Peu de temps après la chute de Hohenwart, Jules Andrassy, qui avait pris part à la révolution hongroise, devint ministre des Affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie. En véritable représentant de la noblesse hongroise, Andrassy voyait dans la Russie et les Slaves les principaux ennemis, et dans l'Angleterre et l'Allemagne des alliés désirables. Il recherchait l'alliance avec l'Allemagne, espérant la tourner contre la Russie et attirer également l'Angleterre à y adhérer. En août 1871, peu de temps avant sa nomination, Andrassy accompagna l'empereur à la station balnéaire de Gastein, où François-Joseph eut une entrevue avec Guillaume I^{er} et Bismarck. Cette entrevue inaugura une longue série de rencontres de monarques, qui devaient jouer un rôle considérable dans l'histoire de la diplomatie des années 70 du siècle dernier.

A Gastein, Andrassy tenta d'attirer Bismarck dans la voie de la politique antirusse. Bismarck refusa. Il désirait entretenir des

relations amicales à la fois avec l'Autriche-Hongrie et la Russie. « L'alliance des trois empereurs » — telle était la combinaison vers laquelle tendait le chancelier allemand. La création d'une alliance austro-russo-allemande était une manœuvre diplomatique par laquelle il comptait prévenir la possibilité, soit d'une redoutable coalition de l'Autriche, de la France et de la Russie, soit d'une alliance franco-russe, moins redoutable, mais cependant assez dangereuse.

Bismarck haïssait et craignait la Russie. C'est précisément parce que ce pays lui inspirait de la crainte qu'il attachait une importance particulière à l'entretien de ce qu'on appelait « des relations traditionnelles d'amitié » avec la Russie. Il redoutait une guerre contre l'Empire russe, car il savait qu'une telle guerre, vu l'immensité du théâtre des opérations, le climat rigoureux du pays, la ténacité du soldat russe, les ressources innombrables en hommes et en richesses naturelles de la Russie, conduirait forcément l'Allemagne à une catastrophe. De plus, Bismarck savait qu'un conflit armé avec la Russie entraînerait presque inévitablement l'intervention de la France et deviendrait une guerre sur deux fronts que l'Allemagne ne serait pas de force à soutenir.

Au début des années 70, les circonstances semblaient favoriser l'alliance des trois empereurs projetée par Bismarck. Andrassy, peu après son entretien avec Bismarck à Gastein, s'adressa à l'Angleterre pour tenter de réaliser son plan de rapprochement austro-anglais dirigé contre la Russie. Mais il ne tarda pas à se rendre compte que, bien que le gouvernement anglais « sympathisât » avec l'Autriche-Hongrie, il ne fallait attendre du cabinet Gladstone aucune participation active dans la lutte contre la Russie pour la suprématie dans les Balkans. Gladstone évitait de prendre tout engagement que comporte une alliance. Il bâtissait ses plans sur les antagonismes qui divisaient les puissances du continent. Ne voyant pas d'inconvénient à ce que l'Autriche mène une politique hostile à la Russie, il aspirait lui-même à un rapprochement anglo-russe.

Après avoir vainement tenté de trouver un allié contre la Russie, Andrassy n'eut plus qu'une chose à faire : se mettre d'accord, malgré lui, avec cette puissante rivale de l'Autriche-Hongrie. A vrai dire, la lutte entre l'Autriche et la Russie pour l'influence dans les Balkans n'en continua pas moins, mais au début des années 70 elle n'avait pas encore pris une tournure grave.

La Russie avait, elle aussi, des raisons pour chercher un rapprochement avec l'Autriche-Hongrie, car elle redoutait la perspective d'une collaboration austro-allemande. La diplomatie russe espérait neutraliser cette collaboration par un accord austro-russe.